

Table des matières

PARTIE 1-	LE DROIT ET SON CONTEXTE SOCIAL	1
Chapitre 1-	Le droit, la société et le rôle des tribunaux	3
Section 1-	Le droit et la société	3
	Introduction	3
1.1	Le rôle du droit	4
1.2	Le droit et la conscience	8
1.3	Le droit naturel	10
1.4	Le positivisme juridique	11
1.5	La remise en question des objectifs d'un système juridique.	13
1.6	Le marxisme.	14
1.7	Le juste milieu	15
1.8	Jeremy Bentham	16
1.9	La construction sociale	16
1.10	Le droit comme moyen de changement social	17
Section 2-	Le rôle des tribunaux	23
	Introduction.	23
1.11	Les tribunaux comme arbitre constitutionnel	23
1.12	L'interprète de la législation	26
1.13	Les différentes significations de «droits et libertés de la personne»	28
1.14	La Charte canadienne des droits et libertés	29
1.15	L'arbitre des conflits entre les particuliers	36
1.16	La nature de la décision d'un tribunal	36

Chapitre 2-	L'administration de la justice	39
	Introduction.	39
2.1	Qui édicte les lois?.	40
2.2	Le droit substantif et le droit procédural	40
2.3	Le droit public et le droit privé	40
2.4	Le droit civil et la common law	41
2.5	La théorie du précédent.	42
2.6	Les sources du droit.	43
2.7	L'organisation judiciaire au Royaume-Uni	47
2.8	L'organisation judiciaire au Canada	48
2.9	L'organisation judiciaire aux États-Unis	50
2.10	L'utilisation des tribunaux	51
2.11	Le règlement des différends	60
2.12	L'aide juridique	60
2.13	La profession juridique	62
PARTIE 2-	LE DROIT DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DÉLICTUELLE	65
Chapitre 3-	La responsabilité civile délictuelle	67
	Introduction.	67
3.1	La portée du droit de la responsabilité civile délictuelle	67
3.2	Le développement du concept du délit	68
3.3	Le fondement de la responsabilité	68
3.4	La négligence	71
3.5	Les aspects spéciaux de la négligence	78
3.6	La responsabilité de l'occupant.	81
3.7	La nuisance	83
3.8	Les autres délits.	84
3.9	Les recours	87
Chapitre 4-	La responsabilité professionnelle.	93
	Introduction.	93

4.1	Le rôle des professionnels.	93
4.2	Le dilemme juridique	93
4.3	L'étendue de l'obligation professionnelle de diligence.	95
4.4	L'expansion de la responsabilité professionnelle	97
4.5	L'établissement de normes pour les services professionnels.	100
4.6	La causalité comme condition de la responsabilité.	103
4.7	Le rôle des organisations professionnelles	104
PARTIE 3-	LES CONTRATS.	113
Chapitre 5-	La formation du contrat: l'offre et l'acceptation de l'offre	115
	Introduction	115
5.1	Le rôle du droit des contrats	116
5.2	La nature du contrat.	116
5.3	La nature de l'offre	116
5.4	La communication de l'offre	117
5.5	L'offre effectuée par la remise d'un écrit au destinataire de l'offre	118
5.6	L'expiration et la révocation de l'offre	120
5.7	Le rejet de l'offre et la contre-offre par le destinataire.	122
5.8	Les éléments de l'acceptation	122
5.9	Les transactions contractuelles à distance	125
5.10	Les contrats unilatéraux et bilatéraux	127
5.11	La précision dans la formulation d'une offre	129
5.12	Les effets d'un accord incomplet	130
Chapitre 6-	La formation du contrat: la contrepartie et l'intention de créer une relation juridique	135
	Introduction	135
6.1	La définition de la contrepartie	135
6.2	La promesse à titre gratuit	136
6.3	Le caractère adéquat de la contrepartie	137
6.4	La distinction entre le motif et la contrepartie: la contrepartie préexécutée	138
6.5	Le rapport entre l'obligation juridique existante et la contrepartie	139

6.6	La réduction d'une dette à titre gratuit.	140
6.7	La déception préjudiciable (préclusion reconnue en Equity).	142
6.8	L'effet d'une demande de biens ou de services	146
6.9	L'utilisation d'un sceau	146
6.10	L'intention de créer des rapports juridiques	147
Chapitre 7-	La formation du contrat: la capacité de contracter et la légalité de l'objet du contrat	153
	Introduction	153
7.1	Le fardeau de prouver certains éléments essentiels d'un contrat	154
7.2	La définition de la capacité contractuelle.	154
7.3	Les mineurs (ou enfants)	154
7.4	Les autres personnes incapables à contracter	157
7.5	Les sociétés par actions	158
7.6	Les syndicats.	158
7.7	Les étrangers ennemis.	159
7.8	Les autochtones	159
7.9	Les débiteurs faillis	159
7.10	Le rôle de la légalité dans la formation du contrat.	159
7.11	La différence entre un contrat nul et un contrat illicite	159
7.12	Les contrats visés par la loi	160
7.13	Les contrats illicites selon la common law et contre l'ordre public	163
7.14	Les conventions dans le but de restreindre le commerce	166
Chapitre 8-	Les motifs d'annulation du contrat: l'erreur	175
	Introduction	175
8.1	La signification restreinte de la notion d'erreur	175
8.2	Les erreurs relatives aux stipulations	176
8.3	Les erreurs dans les hypothèses	179
8.4	L'erreur et les tiers de bonne foi	182
8.5	L'erreur dans l'exécution	186

Chapitre 9-	Les motifs pour lesquels le contrat peut être contesté: fausses déclarations, abus d'influence et contrainte	191
	Introduction	191
9.1	Les fausses déclarations et les délits	191
9.2	Les fausses déclarations et les contrats	192
9.3	Les conséquences des fausses déclarations dans les contrats	193
9.4	La distinction entre opinion et fait	193
9.5	Les documents signés et les fausses déclarations par omission	194
9.6	Les contrats exigeant une divulgation complète	194
9.7	L'abus d'influence	197
9.8	La contrainte.	200
Chapitre 10-	L'exigence de l'écrit	205
	Introduction	205
10.1	La distinction entre le fond et la forme	205
10.2	Les types de contrats visés par la Loi relative aux preuves littérales.	207
10.3	Les éléments essentiels d'un mémoire écrit	210
10.4	L'effet de la loi sur les contrats qu'elle régit	211
10.5	Le principe de l'exécution partielle	213
10.6	La preuve exigée par la Loi sur la vente d'objets.	215
10.7	La législation sur la protection du consommateur	217
Chapitre 11-	L'interprétation des contrats	223
	Introduction	223
11.1	Le rapport entre la formation et l'interprétation des contrats.	223
11.2	L'interprétation des stipulations expresses	224
11.3	La règle d'exclusion de la preuve extrinsèque	227
11.4	La stipulation implicite comme méthode d'interprétation	230
Chapitre 12-	Le principe de la relativité du contrat et la cession de droits contractuels	239
	Introduction	239
12.1	Le principe de la relativité du contrat	239

12.2	La novation.	241
12.3	L'exécution du fait d'autrui	242
12.4	Les fiducies.	243
12.5	Les exceptions au principe de la relativité du contrat	245
12.6	La cession des droits.	247
12.7	La cession reconnue en equity	248
12.8	La cession reconnue par la loi	249
12.9	L'avis au promettant	250
12.10	Le titre du cessionnaire	251
12.11	La cession par l'opération de la loi	253
12.12	Les effets négociables	254
Chapitre 13-	L'extinction des contrats	261
	Introduction	261
13.1	Les moyens d'extinction des contrats	261
13.2	L'extinction par exécution.	261
13.3	L'extinction par convention	263
13.4	L'extinction par impossibilité d'exécution	266
13.5	L'extinction par l'opération de la loi	275
Chapitre 14-	L'effet de la rupture de contrat	281
	Introduction	281
14.1	Les conséquences de la violation	281
14.2	Comment se produit une violation	282
14.3	La répudiation expresse	283
14.4	Quand une partie rend l'exécution impossible	284
14.5	Le défaut d'exécution	284
14.6	La conséquence pénale possible de la violation.	289
14.7	La signification commerciale de la violation	290
Chapitre 15-	Les recours pour violation de contrat	295
	Introduction	295

15.1	Les catégories de recours	295
15.2	Les dommages-intérêts	296
15.3	L'évaluation des dommages-intérêts	298
15.4	Les problèmes dans l'évaluation des dommages	301
15.5	Les recours en equity	304
15.6	Les modes d'exécution du jugement	309
PARTIE 4	LES TYPES DE CONTRATS SPÉCIAUX	317
Chapitre 16-	La vente de biens	319
	Introduction	319
16.1	La Loi sur la vente d'objets	319
16.2	Les conditions dans un contrat de vente	322
16.3	Le titre sur les marchandises	329
16.4	Les recours du vendeur	333
16.5	La responsabilité du vendeur	337
16.6	Les recours de l'acheteur	339
Chapitre 17-	Le dépôt et la location	343
	Introduction	343
17.1	La location	343
17.2	Les types de contrats de location de biens personnels	344
17.3	Les raisons qui justifient la location de biens personnels	346
17.4	Les conditions principales dans le contrat de location	346
17.5	Les droits des parties	348
17.6	Le dépôt	349
17.7	Les droits et obligations du dépositaire.	351
17.8	Les types spéciaux de dépôt	355
Chapitre 18-	L'assurance et le cautionnement	365
	Introduction	365
18.1	La nature de l'assurance	366
18.2	La terminologie d'assurance.	367

18.3	Les polices fondées sur la base des réclamations et sur la base des événements	369
18.4	La réglementation législative de l'assurance	371
18.5	Les types d'assurance	371
18.6	L'assurance des activités de l'entreprise	373
18.7	Les aspects particuliers du contrat d'assurance	376
18.8	Le cautionnement	384
Chapitre 19-	Le mandat et la franchise	397
	Introduction	397
19.1	La nature du mandat	397
19.2	La création d'une relation de mandat.	398
19.3	Les obligations du mandataire envers le mandant.	404
19.4	Les obligations du mandant envers le mandataire.	406
19.5	Les droits et obligations du mandant et du mandataire.	407
19.6	La fin de la relation de mandat	411
19.7	Le commerce en franchise.	412
19.8	La législation sur le commerce en franchise	416
Chapitre 20-	Le contrat de travail	423
	Introduction	423
20.1	Le développement du droit du travail	423
20.2	La relation entre maître et serviteur	424
20.3	La responsabilité de l'employeur	425
20.4	L'avis de cessation des contrats de travail individuels.	426
20.5	Les motifs donnant lieu à un renvoi sans avis	427
20.6	Le congédiement injustifié	429
20.7	La législation sur le bien-être des travailleurs.	431
20.8	La négociation collective.	437
20.9	Les conflits de travail	439
20.10	Les effets de la convention collective à l'égard de l'employé individuel	440
20.11	Le statut juridique des syndicats ouvriers	441

Chapitre 21-	Les effets de commerce	451
	Introduction	451
21.1	L'historique	451
21.2	Les développements futurs	452
21.3	La nature et l'utilisation des effets de commerce	453
21.4	Les conditions préalables de la responsabilité	458
21.5	La négociabilité	458
21.6	Les méthodes de négociation	459
21.7	L'endossement	460
21.8	La responsabilité des parties	462
21.9	Le détenteur régulier	464
21.10	Les défenses	466
21.11	Les lettres de change et billets du consommateur	473
PARTIE 5	LA PROPRIÉTÉ	479
Chapitre 22-	La propriété intellectuelle	481
	Introduction	481
22.1	La nature de la propriété intellectuelle	481
22.2	Les formes de propriété intellectuelle	482
22.3	Les marques de commerce	483
22.4	Le droit d'auteur	491
22.5	Les brevets	498
22.6	Les dessins industriels	504
22.7	L'information confidentielle, les secrets commerciaux et le savoir-faire	505
22.8	Les changements technologiques et le droit de la propriété intellectuelle	506
Chapitre 23-	Les droits fonciers : transfert	511
	Introduction	511
23.1	La nature des droits fonciers	511
23.2	Les droits de durée limitée	514
23.3	Les droits moindres que les droits de tenure	521

23.4	La possession adversative	525
23.5	Le transfert des droits fonciers	527
23.6	L'enregistrement des droits fonciers	529
Chapitre 24-	Les propriétaires et les locataires.	537
	Introduction	537
24.1	La nature de la relation	537
24.2	Les catégories de location	539
24.3	Les engagements.	541
24.4	Les recours juridiques du propriétaire en cas de violation d'engagement	547
24.5	Les recours juridiques du locataire en cas de violation d'engagement	549
24.6	La fin et le renouvellement de la location	550
24.7	Les objets fixés à demeure.	553
24.8	Les baux oraux.	554
24.9	La cession des droits du propriétaire	555
24.10	La cession-bail	556
24.11	Les locations résidentielles	558
Chapitre 25-	Les hypothèques	567
	Introduction	567
25.1	Le concept de l'hypothèque	567
25.2	Le développement du droit des hypothèques	568
25.3	Les droits du créancier et du débiteur hypothécaires selon la common law et l'equity.	570
25.4	Le recours par le créancier hypothécaire en cas de vente consécutive au défaut	571
25.5	La vente par le débiteur hypothécaire de son droit de propriété	572
25.6	Les deuxièmes hypothèques.	573
25.7	Les droits du créancier hypothécaire comparés aux droits des autres créanciers	575
25.8	L'hypothèque en tant que contrat et en tant que mode de transfert d'un droit foncier.	576
25.9	Les différences entre les lois provinciales	578
25.10	L'hypothèque inversée.	579
25.11	Une transaction immobilière typique.	580

PARTIE 6-	LES ORGANISATIONS COMMERCIALES: LEUR FORME, EXPLOITATION ET DIRECTION	591
Chapitre 26-	Les entreprises à propriétaire unique et les sociétés en nom collectif.	593
	Introduction	593
	26.1 Choisir la forme appropriée d'organisation commerciale	594
	26.2 Les entreprises à propriétaire unique	594
	26.3 Les sociétés en nom collectif.	594
	26.4 La nature d'une société en nom collectif	595
	26.5 La création d'une société en nom collectif	598
	26.6 La responsabilité d'un associé.	600
	26.7 Les rapports des associés entre eux.	605
	26.8 La dissolution de la société en nom collectif	609
	26.9 Les entreprises en participation	610
	26.10 Les sociétés en nom collectif limitées	611
Chapitre 27-	La nature de la société par actions et sa formation	617
	Introduction	617
	27.1 La nature de la société par actions	617
	27.2 Les caractéristiques des sociétés par actions et des sociétés en nom collectif.	618
	27.3 Les restrictions à l'existence distincte de la société par actions.	620
	27.4 Les modes de constitution en société par actions.	623
	27.5 La constitution en société par actions	626
	27.6 Les types de sociétés par actions	628
	27.7 Le capital-actions	630
	27.8 Les valeurs mobilières de la société par actions	632
	27.9 Le transfert des valeurs mobilières de la société par actions	634
Chapitre 28-	Les affaires internes des sociétés par actions	639
	Introduction	639
	28.1 Les activités commerciales et les affaires d'une société par actions.	639
	28.2 La structure de la société par actions commerciale moderne	640

28.3	Les administrateurs	640
28.4	Les obligations des administrateurs	642
28.5	Les droits des actionnaires	649
28.6	Les obligations des actionnaires	656
28.7	La protection des actionnaires minoritaires	657
28.8	Les conventions des actionnaires	660
Chapitre 29-	Les responsabilités externes d'une société par actions.	667
	Introduction	667
29.1	La nature en évolution des obligations commerciales.	667
29.2	La protection des créanciers.	668
29.3	La protection des investisseurs	671
29.4	La protection de l'intérêt public.	673
29.5	La nature de la responsabilité civile des sociétés par actions	674
29.6	La responsabilité criminelle des sociétés par actions	677
29.7	La responsabilité personnelle des administrateurs et des dirigeants.	680
29.8	Le fondement de la responsabilité imposée aux entreprises et à leurs mandataires: la législation environnementale.	681
PARTIE 7-	LES CRÉANCIERS ET LES DÉBITEURS.	691
Chapitre 30-	Les transactions de crédit	693
	Introduction	693
30.1	La signification de «sûreté»	693
30.2	Les méthodes pour garantir le crédit	695
30.3	La législation sur les sûretés mobilières	702
30.4	L'effet des sûretés sur les acheteurs	707
30.5	L'effet des sûretés sur les autres créanciers	708
30.6	La sûreté pour les prêts bancaires	710
Chapitre 31-	Les droits des créanciers	717
	Introduction	717
31.1	Les mesures législatives pour la protection des créanciers	717

31.2	La Loi sur la faillite et l'insolvabilité	718
31.3	Les procédures en vertu de la loi	720
31.4	L'administration des affaires du failli	724
31.5	Les autres modes de liquidation et la réorganisation	730
31.6	Le privilège des constructeurs et des fournisseurs de matériaux	731
31.7	Les autres protections juridiques des droits des créanciers	736
31.8	Les prescriptions des droits des créanciers	737
PARTIE 8-	L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE MODERNE DE L'ÉCONOMIE	743
Chapitre 32-	La réglementation gouvernementale de l'économie	745
	Introduction	745
32.1	L'environnement juridique	745
32.2	Les sources du pouvoir de réglementer le commerce.	746
32.3	La réglementation des divers secteurs commerciaux	748
32.4	La révision judiciaire de la réglementation gouvernementale.	749
32.5	La protection des consommateurs.	749
32.6	La concurrence.	756
32.7	La protection de l'environnement.	763
Chapitre 33-	Les transactions commerciales internationales	771
	Introduction	771
33.1	Le commerce canadien dans une économie mondiale	771
33.2	Le droit et le commerce international	772
33.3	Le commerce étranger	773
33.4	L'investissement à l'étranger	782
33.5	La résolution des conflits commerciaux internationaux	785
Chapitre 34-	Le commerce électronique.	795
	Introduction	795
34.1	L'importance croissante du commerce électronique	795
34.2	Qu'est-ce que le commerce électronique?	796
34.3	Établir un commerce en ligne	797

34.4	Le commerce électronique et la loi	798
34.5	Réglementer le commerce électronique	806
34.6	Les aspects internationaux du commerce électronique	808
BIBLIOGRAPHIE		813
TABLE DES LOIS		817
TABLE DE JURISPRUDENCE		827
INDEX ANALYTIQUE		853